

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

DEPARTEMENT ADMINISTRATION DU PERSONNEL ET PAIE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Objet du contrat :

**Prestations de médecine de prévention au travail
au profit des agents de l'Agence nationale de l'habitat (Anah)**

Pouvoir adjudicateur :

Agence nationale de l'habitat (Anah)

Catégorie :

Marché public de prestations de services

Mode de passation :

**Procédure adaptée passée conformément aux dispositions
des articles L. 2123-1.2°, R. 2123-1.3° du code de la commande publique.**

Technique d'achat :

Accord-cadre mono-attributaire

Table des matières

1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1	Objet.....	3
1.2	Allotissement.....	3
1.3	Lieux d'exécution	3
1.4	Forme et montant	3
1.5	Durée.....	3
1.6	Délais d'exécution.....	4
1.7	Réalisation de prestations similaires	4
2	PIÈCES CONTRACTUELLES	4
3	INTERLOCUTEURS	4
3.1	Représentant de la personne publique	4
3.2	Représentant du titulaire	4
4	ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE	4
5	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	5
6	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
6.1	Confidentialité	5
6.2	Obligation de résultats	5
6.3	Personnel d'intervention du titulaire	5
6.4	Protection des données personnelles.....	5
6.5	Respect du dispositif de vigilance	5
6.6	Situation de conflit d'intérêt.....	5
7	SOUS-TRAITANCE	5
8	RÉGIME FINANCIER	6
8.1	Forme des prix	6
8.2	Modalités de variation des prix	6
8.2.1	CLAUSE BUTOIR	Erreur ! Signet non défini.
8.2.2	CLAUSE DE SAUVEGARDE	6
8.3	Avance.....	6
9	ADMISSION DES PRESTATIONS	7
10	RÈGLEMENT DES PRESTATIONS	7
10.1	Modalités de règlement des prestations.....	7
10.2	Accomptes et règlements partiels définitifs	7
10.3	Contenu et forme des factures.....	7
10.4	Délai global de paiement	8
10.5	Retard administratif du paiement des factures	8
10.6	Modalités de paiement en cas de sous-traitance.....	9
11	PÉNALITÉS	9
12	ASSURANCE	10
13	RÉSILIATION DU CONTRAT	10
13.1	Résiliation sans faute	10
13.2	Résiliation pour faute	10
14	DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ DU TITULAIRE	10
15	CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES – TRANSFERT DE CONTRAT – MODIFICATIONS DU FONCTIONNEMENT	
10		
15.1	Cession et nantissement de créances	10
15.2	Transfert de contrat.....	11
15.3	Modifications du fonctionnement de la société.....	11
16	DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	11

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET

Le marché a pour objet l'exercice d'une médecine de prévention au travail au profit des agents de l'Agence nationale de l'habitat (Anah). Cette prestation est assurée par un médecin du travail assisté d'une équipe pluridisciplinaire.

Il porte plus précisément sur la surveillance médicale et préventive du personnel de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), l'action en milieu de travail pour éviter toute altération de la santé physique et psychique des agents du fait de leur travail, de l'apport de conseil à l'administration, aux agents et aux représentants du personnel en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie au travail, l'hygiène des locaux, l'adaptation des postes et des rythmes de travail.

Dans ce cadre général, la prestation est composée réglementairement de deux grands types de missions :

- La surveillance médicale des agents ;
- L'action en milieu professionnel (visites des locaux, participation aux réunions de la formation spécialisée du comité social d'administration (CSA), études des postes de travail, établissement de la fiche d'entreprise, sensibilisations...).

1.2 ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

1.3 LIEUX D'EXECUTION

Pour des raisons relatives à l'objet et à l'exécution du contrat et dans une volonté d'agir pour le maintien du service public, il est nécessaire que l'agent puisse se rendre à la visite médicale et regagner le lieu d'exercice de ses fonctions situé aux deux adresses suivantes, sans que le trajet aller-retour ne puisse excéder une durée de quarante-cinq (45) minutes pour l'une ou l'autre adresse :

- 8 avenue de l'Opéra, 75001 Paris
- 18 rue de Londres, 75009 Paris

La durée de l'aller-retour porte à porte est calculée en fonction des transports en commun disponibles pour le trajet.

1.4 FORME ET MONTANT

Le marché est conclu selon la technique d'achats de l'accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conclu sans montant minimum et avec un montant maximum sur la durée ferme de 200 000 € HT.

Ces montants minimum et maximum sont identiques pour la durée reconduite du marché, le cas échéant.

Les prestations sont rémunérées par application des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

1.5 DUREE

Le marché est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois à compter de sa notification.

Il peut être reconduit une (1) fois tacitement, par période de vingt-quatre (24) mois. La durée totale de du marché, reconduction comprise, ne saurait dépasser quarante-huit (48) mois.

En cas de non reconduction, l'Anah se prononce par écrit dans un délai d'un (1) mois avant la date d'échéance du marché.

Le titulaire n'est pas autorisé à refuser la reconduction du contrat.

1.6 DELAIS D'EXECUTION

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période en cours.

Le titulaire doit être en mesure de démarrer les prestations prévues à l'article 3.1 et 3.2 du CCTP dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de notification du marché.

En outre, le titulaire doit être en mesure d'organiser une visite médicale de reprise prévue à l'article 3.1 du CCTP dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de notification du marché.

En cas de retard, le titulaire se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 11 du CCAP.

La durée d'exécution des bons de commande ne peut se prolonger au delà de six (6) mois à compter de la date d'échéance du marché sur la base duquel ils sont passés, au risque de méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

1.7 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le contrat est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre décroissant de priorité :

- l'acte d'engagement et son annexe financière : bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), pris par arrêté du 30 mars 2021 et les textes qui l'ont modifié. Ce document est consultable sur le site de Légifrance et est réputé connu du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du contrat ;
- l'offre technique du titulaire.

3 INTERLOCUTEURS

3.1 REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Il est fait application de l'article 3.3 du CCAG-FCS.

3.2 REPRESENTANT DU TITULAIRE

Il est fait application de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Pendant la durée d'exécution du marché, tout changement de l'interlocuteur dédié désigné par le titulaire doit impérativement être signalé au représentant de l'Anah, en respectant un préavis minimum de quinze (15) jours.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à proposer à l'Anah un intervenant d'un profil équivalent et prend les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas retardée ou compromise.

4 ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Le titulaire est informé que l'Anah est engagée dans une démarche de respect des mesures visant à favoriser la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelles, la prévention des discriminations et la promotion de la diversité, en application des lois n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et n°2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au

droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations.

5 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les livrables issus de l'exécution de l'accord-cadre sont uniquement délivrés sous format numérique.

6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu à une obligation de confidentialité définie à l'article 5.1 du CCAG-FCS en ce qui concerne les informations recueillies au cours et à l'occasion de l'exécution des prestations.

6.2 OBLIGATION DE RESULTATS

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution de cette obligation, le titulaire peut se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 11 du CCAP.

6.3 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Le titulaire mobilise du personnel qualifié dont le profil, niveau de compétence et expérience, est adapté aux missions confiées.

Le titulaire s'engage à ce que le personnel affecté à l'exécution du marché dispose bien des compétences techniques nécessaires et d'un niveau de connaissance du contexte suffisant pour assurer le bon déroulement des prestations.

Le titulaire a à sa charge l'équipement de son personnel.

6.4 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et en particulier le *règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données, dit « RGPD »)*.

Les devoirs et obligations du titulaire relatifs à la protection des données personnelles sont détaillées à l'annexe 1 au CCAP.

6.5 RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE

Conformément aux articles L. 8222-1, L. 8222-2, L. 8254-5 et L. 8222-6 du code du travail, le titulaire s'engage à mettre à jour, tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché, les éléments figurant sur la base <https://e-attestations.com> et à y déposer les pièces nécessaires attestant de sa régularité fiscale, du respect de ses obligations en matière de travail dissimulé et de la couverture de ses activités par les assurances adaptées.

En cas d'inexactitude ou de défaut de mise à jour des renseignements nécessaires, le titulaire s'expose à l'application de pénalités prévues. Le marché peut également être résilié pour faute.

6.6 SITUATION DE CONFLIT D'INTERET

En cas de conflit d'intérêts, de risque de conflit d'intérêts, ou d'impossibilité légitime d'exécuter la prestation, le titulaire en informe la direction émettrice de la demande d'achat et en communique, par écrit, les motifs dans les meilleurs délais. Sur décision de l'administration constatant l'impossibilité du titulaire (ou son sous-traitant) de réaliser la prestation.

En outre, l'Anah se réserve la possibilité, avant toute commande, d'effectuer auprès du titulaire une demande de précisions sur un éventuel risque de conflit d'intérêts.

7 SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L. 2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter une

partie des prestations à condition d'avoir obtenu **préalablement**, de l'Anah, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire adresse à l'Anah une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) :

- précisant notamment les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la durée et le montant correspondant ;
- remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire ;
- accompagnée des pièces suivantes à fournir par le sous-traitant :
 - o formulaire DC2 ;
 - o attestation d'assurance civile ;
 - o numéro unique d'identification (SIREN ou équivalent) ;
 - o RIB.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable du respect des dispositions du marché par le sous-traitant.

La sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

8 RÉGIME FINANCIER

8.1 FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix unitaires en référence aux prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que les marges pour risque et marges bénéficiaires.

8.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX

8.2.1 REVISION DE PRIX

La date d'établissement des prix correspond à la date de notification du contrat qui permet de définir le "mois zéro" (M₀).

Les prix sont révisibles annuellement, par référence au tarif du titulaire, à la date anniversaire de la notification du marché.

Le titulaire pourra proposer ses prix révisés sur demande expresse, qui doit être adressée à l'Anah par courriel, à l'adresse suivante : drh.adp@anah.gouv.fr.

Le titulaire joint à la demande de révision tout éléments justifiant l'augmentation envisagée.

8.2.2 CLAUSE DE SAUVEGARDE

L'Anah se réserve le droit de résilier sans indemnité l'accord-cadre lorsque l'augmentation des prix est supérieur à 5% par rapport aux prix de la période d'exécution précédente.

8.3 AVANCE

Le versement de l'avance est soumis à l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Une avance est versée au titulaire et à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution du bon de commande est supérieur à deux (2) mois.

Le taux de l'avance est fixé à :

PME au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique	Autres entreprises	
	durée d'exécution inférieure ou égale à douze (12) mois	durée d'exécution supérieure à douze (12) mois
30%	30 %	
	Base : montant du bon de commande TTC	Base : somme égale à 12 fois le bon de commande TTC divisé par sa durée exprimée en mois

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

9 ADMISSION DES PRESTATIONS

Les prestations donnent lieu à des opérations de vérification par le représentant de la personne publique.

Les opérations de vérification se déroulent conformément à l'article 28 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, l'Anah dispose d'un délai de quinze (15) jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

10 RÈGLEMENT DES PRESTATIONS

10.1 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

L'Anah se libère des sommes dues, par virement, sur présentation des demandes de paiement émises par le titulaire, après exécution des prestations et après certification du service fait, en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert par le titulaire et porté à l'acte d'engagement.

10.2 ACCOMPTES ET REGLEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Concernant les acomptes, il est fait application des articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-23 du code de la commande publique. Par conséquent, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. La périodicité du versement des acomptes est fixée à 3 mois, sauf exceptions fixées à l'article R. 2191-22 du code de la commande publique.

Il n'est pas prévu de règlements partiels définitifs.

10.3 CONTENU ET FORME DES FACTURES

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation d'une facture originale.

Chaque demande de paiement doit comporter, sous peine de rejet, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date et le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du contrat et sa date de notification ;
- l'intitulé bancaire (code banque, code guichet, code client, clé) ;
- le détail des prestations exécutées ;
- le montant total global hors TVA des prestations ;
- le taux et montant de la TVA et autres taxes ;
- le montant total global toutes taxes comprises des prestations ;

- la signature du titulaire.

Au cas où une des mentions ci-dessus ne figurerait pas sur la facture, l'Anah se réserve le droit de suspendre le délai global de paiement jusqu'à rectification.

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 et à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique qui prévoient une dématérialisation des demandes de paiement à compter du 1^{er} janvier 2017, le titulaire du contrat a l'obligation de transmettre chaque facture de manière dématérialisée via le portail dénommé « Chorus Pro ».

La transmission des demandes de paiement sous forme dématérialisée par le portail « Chorus Pro » peut s'effectuer selon trois modalités (« flux », « portail » ou « service ») afin de prendre en compte les spécificités des émetteurs et récepteurs de factures dématérialisées.

Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les demandes de paiement devront comporter une référence d'engagement (numéro de commande, numéro d'engagement ou numéro du contrat) avant d'être déposées sur le service par défaut de l'Anah : « Facture publique ».

En cas de difficulté, voir les rubriques « aide » ou « en savoir plus » sur le portail pour connaître les conditions techniques et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures ; pour tout renseignement le titulaire peut s'adresser à : support.technique@chorusfactures.budget.gouv.fr.

10.4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Conformément aux dispositions des articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à 30 du code de la commande publique, le paiement des sommes dues en règlement des prestations exécutées au titre du contrat intervient dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception par l'Anah des demandes de paiement émanant du titulaire.

Aucune pénalité de retard ne pourra être réclamée à l'Anah tant que ce délai ne sera pas écoulé. Les pénalités de retard pourront être réclamées à compter du 31^e jour uniquement. Aucune procédure de relance ne sera acceptée avant la fin du délai maximum de paiement fixé à 30 jours.

Dans le délai de paiement sont incluses les phases de réception de la commande et de certification du « service fait » par les services gestionnaires demandeurs, de visa de la dépense et de règlement par le comptable public.

10.5 RETARD ADMINISTRATIF DU PAIEMENT DES FACTURES

Le défaut de paiement dans le délai précédemment indiqué fait courir de plein droit et sans formalité particulière les intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le titulaire renonce à toute suspension des prestations en cas de retard de paiement par le Pouvoir adjudicateur.

En cas de défaut de paiement, il est entendu que l'Anah sera obligatoirement redevable :

- des intérêts moratoires ;
- d'une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1^{er} jour de retard, qui s'ajoute systématiquement aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des intérêts moratoires.

Par application des articles R. 2192-30 à 36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel de la Banque Centrale Européenne en vigueur au 1^{er} jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Ces dispositions s'appliqueront automatiquement en cas de défaut de paiement de la part de l'Anah. La méthode de calcul des intérêts moratoires sera appliquée sur les factures transmises par le titulaire sans intervention de ce dernier.

10.6 MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du contrat, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il verse au sous-traitant.

Le titulaire du contrat enregistre, dans sa propre comptabilité, le montant des décomptes ou des factures se rapportant aux prestations sous-traitées, ainsi que les sommes payées directement au sous-traitant. Les prestations sous-traitées doivent apparaître distinctement dans le décompte ou la facture que le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations.

La demande de paiement du sous-traitant tient compte de la révision des prix prévue dans le présent document.

11 PÉNALITÉS

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, elles s'appliquent dès le 1^{er} euro.

Pénalité	Montant (TVA non applicable)
Non-respect du délai d'exécution (article 1.6 du CCAP)	100 € par jour calendaire de retard
Absence de livraison d'un livrable (article 5 du CCTP)	20 € par constat
Absence non justifiée aux réunions d'instance représentative du personnel	250 € par absence
Absence de remplacement du médecin sous 15 jours	200 € par jour calendaire d'absence
Changement du praticien de médecine préventive sans information préalable	100 € par infraction
Non-respect de la clause environnementale (Article 5 du CCAP)	50 € par constat
Méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel	800 € par infraction constatée 1 600€ par infraction constatée en cas de récidive
Non-fourniture des pièces demandées tous les 6 mois dans le cadre du dispositif de vigilance (article 6.5 du CCAP)	100 € après deux relances
Non-respect des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé	10% du montant TTC du bon de commande Le montant de la pénalité ne peut excéder le

Pénalité	Montant (TVA non applicable)
	montant des amendes prévues par le code du travail.

12 ASSURANCE

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile et professionnelle obligatoire.

De plus, le titulaire transmettra automatiquement chaque année à la date d'anniversaire du contrat une attestation d'assurance Responsabilité professionnelle valide.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du contrat aux frais et risques du titulaire.

13 RÉSILIATION DU CONTRAT

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

13.1 RESILIATION SANS FAUTE

La résiliation du marché sans faute du titulaire, peut être prononcée par l'acheteur public à tout moment, pour un motif d'intérêt général. Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS, la résiliation n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité au titre d'un préjudice.

13.2 RESILIATION POUR FAUTE

En sus des cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS, la résiliation du marché peut être prononcée en cas de non-respect par le titulaire, de ses obligations au titre du présent marché.

Il est expressément entendu que toute résiliation intervenue au titre du présent article aura lieu de plein droit après écoulement d'un délai fixé dans un courrier de mise en demeure de s'exécuter, resté, en tout ou partie, sans effet. Ce délai ne saurait être inférieur à 15 jours.

La mise en demeure déclarant l'intention d'appliquer la présente clause pourra être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout acte extrajudiciaire. L'acheteur public se réserve en outre la possibilité de demander des dommages et intérêts.

Par ailleurs, en cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 39 du CCAG-FCS.

14 DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à des tiers dans les conditions suivantes :

- Conditions relatives au montant estimatif de la commande : maximum de 10% du montant maximum.
- Conditions relatives à l'incapacité du titulaire :
 - o Incapacité à fournir les prestations ;
 - o Absence de réponse à un bon de commande dans le délai imparti, pour les prestations hors visite médicale.

La mise en œuvre de cette clause se fait par simple décision du pouvoir adjudicateur mais ne dispense pas ce dernier de respecter ses engagements envers le titulaire.

15 CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES – TRANSFERT DE CONTRAT – MODIFICATIONS DU FONCTIONNEMENT

15.1 CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances résultant du contrat peuvent être cédées ou nanties par le titulaire et ses sous-traitants conformément aux dispositions du code monétaire et financier facilitant le crédit aux entreprises, sous réserve de l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

À cet effet, une copie de l'acte d'engagement certifiée conforme à l'original est remise au titulaire au moment de la notification du contrat cautionné éventuellement à la part qu'il exécute par lui-même. Cette copie porte la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du titulaire, et de ses sous-traitants à l'établissement financier de leur choix.

Le titulaire doit informer l'Anah de tout projet de cession ou nantissement de créances dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le contrat est cédé ou nanti.

15.2 TRANSFERT DE CONTRAT

Le transfert du contrat dû à la fusion ou à l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer l'Anah de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le contrat est transféré.

En cas d'acceptation du transfert du contrat, celle-ci fera l'objet d'un avenant constatant le transfert au nouveau titulaire.

15.3 MODIFICATIONS DU FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Anah les modifications du fonctionnement de sa société survenant au cours de l'exécution du contrat, tels que, notamment, les modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société, à la forme de la société, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à l'adresse de son siège social, à son capital social.

16 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, le présent CCAP ne comporte pas d'article récapitulant les articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé.

Annexe 1 au CCAP

Protection des données personnelles

Le Pouvoir adjudicateur est désigné comme « le responsable de traitement ». Le titulaire du contrat est désigné comme « le sous-traitant ».

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La notion de traitement recouvre la collecte de données, leur stockage, leur analyse ou toutes autres opérations s'y rapportant nécessaires à la réalisation des prestations objet du contrat.

Les données à caractère personnel traitées sont les nom et prénom des agents de l'Anah et personnes invitées extérieures à l'Anah.

Les catégories de personnes concernées sont les agents de l'Anah et personnes invitées extérieures à l'Anah. Le cas échéant, pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : nom et prénom.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires à sa bonne réalisation.

Obligation du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet de la sous-traitance
2. traiter les données conformément aux stipulations du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut
6. Sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à faire appel à l'entité ¹ (ci-après, le « sous-traitant ultérieur ») pour mener les activités de traitement suivantes : ². En cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, le sous-traitant doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable du traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données et à toute autorité publique disposant d'un droit d'accès à ces données.

8. Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@anah.gouv.fr.

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courriel avec accusé réception. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données. Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

- Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes : les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

12. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes

¹ A compléter

² A compléter

d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

13. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ainsi que du délégué à la protection des données du sous-traitant ultérieur le cas échéant.

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants ultérieurs et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Obligation du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées dans les présentes clauses ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

Le non-respect de ces obligations entraînera l'application des sanctions CNIL.